

En outre, la Banque a pu placer sur le marché monétaire canadien trois émissions d'obligations d'une valeur totale de 50 millions de dollars. Le total des fonds canadiens déboursés à l'égard des prêts de la Banque internationale s'élèvent maintenant à environ 110 millions. Ces mises de fonds ont aidé, bien entendu, les affaires du Canada en permettant aux pays qui ont reçu des prêts de la caisse et de la banque de financer des achats faits au Canada.

Le gouvernement canadien pense que le fonctionnement satisfaisant de ces organisations est essentiel à l'économie du Canada et à ses intérêts politiques. Du point de vue commercial le Canada en tant que nation qui dépend pour son bien-être économique de l'essor équilibré du commerce international a autant d'intérêt que n'importe quel autre pays à voir se perpétuer le succès de ces agences. Le Fonds monétaire international, en fournissant un second domaine de réserves de change étranger a permis un plus grand volume de commerce international qu'il n'aurait été possible autrement. Les pays membres ont pu, grâce au Fonds monétaire international, surmonter des difficultés temporaires de paiement sans diminuer sensiblement le niveau de leurs importations. Le Fonds monétaire international, grâce à son système de consultations annuelles, a pu encourager des pays à réduire sensiblement le labyrinthe des restrictions commerciales et d'échange hérité de la guerre et de la période de reconstruction. La Banque internationale a aussi joué un grand rôle dans le développement des échanges grâce à son programme de prêts et de conseils techniques offerts au pays sous-développés. Elle a ainsi contribué à accroître l'activité économique de ces pays, leur permettant d'occuper une place de plus en plus grande dans l'expansion du commerce mondial.

La Banque et le Fonds sont naturellement des institutions mondiales, mais les avantages qui en ont découlé pour le Commonwealth sont impressionnants. L'importance que les pays du Commonwealth attribuent à la Banque et au Fonds est clairement démontrée par l'approbation unanime qu'a donnée la conférence de Montréal de septembre dernier à l'expansion du rôle de ces deux organisations. Depuis la fondation du Fonds monétaire international jusqu'à la fin de février 1959, les pays membres ont obtenu des emprunts en devises étrangères pour un total de 3,238 millions de dollars. Sur cette somme, 1,258 millions ont été prêtés au pays du Commonwealth. Sur la somme totale des prêts autorisés par la Banque internationale de 1946 à février 1959, soit 4,238 millions de dollars, 1,386 millions ont été prêtés à des membres du Commonwealth.

[L'hon. M. Fleming.]

L'intérêt que nous portons à ces institutions dépasse le cadre des considérations économiques. Le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ont contribué de façon marquée à la réalisation de notre objectif central, la paix et la sécurité mondiales. En aidant à stabiliser l'économie des nations libres, en favorisant une expansion équilibrée des échanges internationaux et en fournissant une aide financière abondante et franche de toute considération d'ordre politique, le Fonds et la Banque ont contribué à faire disparaître des sources possibles de désorganisation économique, de malaise social et d'instabilité politique dans des pays qui sont les bastions les plus exposés du monde libre.

Pour toutes ces raisons, il importe que ces deux institutions aient des ressources suffisantes pour poursuivre leur œuvre. Ce n'est pas le cas à l'heure actuelle. Les cotisations initiales à verser au Fonds ont été calculées en 1944, lors de la conférence de Bretton-Woods, à la lumière de la situation qui existait à ce moment-là. Depuis ce temps, le commerce international a considérablement augmenté, tant en valeur qu'en volume. De plus, au cours des dernières années, à cause des circonstances, le Fonds a été appelé à engager très lourdement ses ressources existantes. En conséquence, les ressources non engagées dont il dispose ne sont pas suffisantes pour répondre aux demandes possibles.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement connaît une situation semblable. Les fonds dont elle a besoin pour accorder des prêts, elle les tire principalement de la vente d'obligations à l'épargne privée. C'est surtout la garantie que représentent les 80 p. 100 de souscriptions non versées des États-Unis, du Canada et d'autres membres économiquement forts qui permet la vente d'obligations de la Banque internationale dans le secteur privé de l'économie mondiale. Avec un total de 3,763 millions de prêts non remboursés au 31 mars 1959 et des prêts courants dépassant les 700 millions de dollars par an, il faudra bientôt songer à des garanties supplémentaires afin d'assurer la valeur marchande des obligations bancaires internationales.

J'ai dit déjà que le Canada, de même que l'Allemagne, le Japon et plusieurs autres pays, accroîtront leurs quotes-parts au delà du pourcentage général. Le gouvernement estime que l'expansion économique particulièrement rapide du Canada ces dernières années le justifie amplement d'augmenter tout spécialement les souscriptions canadiennes dans ces deux cas et même de dépasser l'augmentation générale. Cette augmentation spéciale permettra au Canada de continuer à jouer, dans